



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **02 SEP. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 août 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E25 - 2111
Code AIOT : 0006506572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 août 2025 de la carrière à ciel ouvert de sables, sablons et grès industriels exploitée par la société SIBELCO France aux lieux-dits « Blomont-les-Roches », « Les Fourches-au-Vril » et « La Roche-Cailleau » sur la commune de Larchant (77760). L'inspection a été annoncée le 19 août 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Lieu-dit « Blomont-les-Roches » - Larchant (77760)
- Code AIOT : 0006506572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 00 DAI 2M 060 du 13 juillet 2000, la société SIFRACO, devenue SIBELCO France en 2009, est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables, sablons et grès industriels, d'une superficie de 26 ha 05 a 61 ca, sur le territoire de la commune de Larchant, aux lieux-dits « Blomont », « Blomont-les-Roches », « Les Fourches-au-Vril » et « Roche-Cailleau ».

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été prolongée jusqu'au 4 décembre 2032 par arrêté préfectoral n° 07/DAIDD/M/021 du 3 septembre 2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-16	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article V-7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Cessation de l'installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article VI.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-7	/	Sans objet
2	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-14	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-3-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la société SIBELCO France de :

- transmettre, dans un délai de 2 mois, à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation certifié et signé pour l'année 2024 ;
- transmettre, dans un délai de 2 mois, à l'inspection des installations classées, le suivi des garanties financières pour l'année 2024 ;
- transmettre, d'ici la fin de l'année, à l'inspection des installations classées le mémoire sur l'état du site de l'installation de traitement suite à son arrêt en 1996.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-7
Thème(s) : Autre, Voie romaine de Chailly
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier, il avertit le Service Régional de l'Archéologie (6, rue de Strasbourg 93200 SAINT-DENIS) 1 mois au moins avant le début de chaque phase de décapage de la terre végétale. L'exploitant avertit la Mairie de LARCHANT dès que l'extraction s'approchera de l'ancienne voie romaine de Chailly. Le décapage de la terre végétale est effectué exclusivement à la pelle rétro munie d'un godet de curage, sans camionnage sur les zones non encore archéologiquement contrôlées. En cas de mise à jour de vestiges nécessitant une fouille préventive, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.
Constats : Il est rappelé à l'exploitant, qu'un mois au moins avant le début de chaque phase de décapage de la terre végétale, il devra avertir le Service Régional de l'Archéologie. Il est aussi rappelé à l'exploitant que quand l'extraction s'approchera de l'ancienne voie romaine de Chailly, l'exploitant devra avertir la Mairie de Larchant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-14
Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 29/01/2025
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non

capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Constats :

Depuis l'inspection du 29 octobre 2024, l'exploitant a procédé à la réparation de la clôture à l'entrée de la carrière.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-16

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation non envoyé

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-15 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an au 31 décembre de l'année N, et est TT accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents

sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 31 mars de l'année N+1.

Constats :

Un plan d'exploitation certifié et signé par l'exploitant et ses annexes doivent être adressés à l'inspection des installations classées au plus tard au 31 mars de l'année N+1.

Dans le cadre du bilan annuel de l'année 2024, l'exploitant ne l'a pas transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 2 mois, transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation certifié et signé pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-3-1

Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

[...]

Constats :

Depuis l'inspection du 29 octobre 2024, l'exploitant a engagé les travaux nécessaires et l'aire étanche peut désormais servir au ravitaillement et à l'entretien des engins. Suite à la découverte de tôles amiantées, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec une société extérieure pour les retirer.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article V-7

Thème(s) : Situation administrative, Documents à transmettre concernant les garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant fournit au 1^{er} février de l'année n+1 les valeurs maximales de SI, S2 et S3 de l'année N.

Constats :

Dans le cadre du bilan annuel de l'année 2024, l'exploitant n'a pas transmis les valeurs maximales de SI, S2 et S3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 2 mois, transmettre à l'inspection des installations classées, le suivi des garanties financières pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Cessation de l'installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article VI.I

Thème(s) : Autre, Mémoire sur l'état du site après l'arrêt de l'activité en 1996

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral, un dossier comprenant un mémoire sur l'état du site après l'arrêt de l'installation de traitement en 1996. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, et comporte notamment :

- les justificatifs d'évacuation ou d'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets

présents sur le site ;

- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement ;
- une étude de sol avec prélèvements d'échantillons et d'analyses de sol sur les paramètres suivants : métaux totaux, fer, hydrocarbures totaux et PCB ;
- le descriptif de remise en état des bassins ayant servi de décantation de l'installation de traitement ;
- des prélèvements et analyses annuels d'eau du forage sur les paramètres suivants : pH, température, DCO, MES, métaux totaux, fer, hydrocarbures totaux et PCB ;
- mesures prises pour assurer la protection des eaux souterraines contre l'interconnexion des nappes d'eau distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface dans le forage.

En effet, la mise hors service du forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Les travaux d'obturation ou de comblement assurent la protection des nappes phréatiques contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion (article IV-3 : abandon du forage).

Constats :

Suite à l'arrêt de l'installation de traitement en 1996, l'exploitant n'a pas transmis de mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, d'ici la fin de l'année, transmettre à l'inspection des installations classées le mémoire sur l'état du site de l'installation de traitement suite à son arrêt en 1996.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois